

Et maintenant, une annulation de crédits de la recherche publique de 256 millions d'euros ! ...

Le gouvernement pensait faire passer en douce ce décret concernant les coupes budgétaires dans la recherche (256 millions quand même, dont 50 au CNRS, 10 à l'INRA...). Face à la reprise médiatique de la tribune des prix Nobel « suicide scientifique », suivi par [la motion commune à 5 Conseils Scientifiques dénonçant un « état d'urgence dans la recherche »](#), il espère s'en tirer par l'annonce d'artifices budgétaires... tout en laissant entendre que des nouvelles coupes pourraient intervenir d'ici l'automne, et dans un projet de budget 2017 encore plus sinistré !

Ceci alors même que les gels de postes (10 % dans les EPST !), la précarité endémique, dégradent les conditions de travail, d'abord celles des « CDD » concernés, mais aussi celles des équipes de recherche, sans visibilité sur le long terme. L'austérité prégnante oblige à passer un temps fou à rechercher ... des financements sur appels d'offres compétitifs, de plus en plus assujettis à des critères de retombées économiques. Et, avec la PEDR (ex-PES) et le RIFSEEP, c'est le travail d'équipe, base de l'activité de recherche qui est fragilisé, avec des dispositifs inégalitaires et arbitraires alors que les personnels des EPST ont les salaires les plus bas de la Fonction Publique.

Lire à ce sujet, [le rendu unitaire de la réunion du groupe de travail « régimes indemnitaires »](#) tenue le 17 mai dernier dans le cadre d'un soi-disant « dialogue social » (sic !), où une nouvelle fois le ministère considère qu'il faut « un régime concurrentiel » pour les chercheurs !

Et contre la précarité, rappelons la rencontre nationale programmée ce week-end des collectifs de précaires de l'ESR : [« contre la loi travail et son monde, les précaires sont en lutte ! »](#)

L'heure est à la convergence des mobilisations, pour en finir avec ces politiques régressives... en commençant par le projet de loi travail !

Nous le disions déjà dans notre dernière expression : les combats menés dans l'ESR rejoignent celui mené contre le projet de loi travail, c'est la même idéologie qui est à l'œuvre : dérégulation, mise en concurrence, précarisation et appauvrissement des salariés, pour qu'ils filent doux (« tais-toi et bosse ! »), au service des profits des entreprises.

Il est temps de renverser la tendance, en occupant l'espace et le débat publics pour reprendre le contrôle de nos vies et sortir de cette logique de « compétition économique » qui nous opprime tous.

Soyons encore plus déterminé/es. Discutons en assemblées générales des actions à mener pour obtenir gain de cause, dans notre secteur et au-delà... Dans certains secteurs (le rail, les routiers, la pétrochimie, les docks, l'énergie,...) des arrêts de travail reconductibles sont en cours, puisque le gouvernement ne comprend que le rapport de forces... Organisons la solidarité financière, participons aux manifestations. Ce jeudi 26 mai manifestons dans toutes les villes, préparons la manifestation nationale du 14 juin à Paris.

Lire aussi le dernier appel intersyndical CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL

[Toujours déterminé/es : Amplifier la mobilisation, faire respecter la démocratie !](#)

Des préavis de grève couvrent toute la période, notamment la journée nationale de ce 26 mai

